

Pour le retrait de la contre-réforme des retraites !!!

Cette semaine on manifeste, on se mobilise !

RDV dans les manifs du Jeudi 13 et Vendredi 14 avril.

Depuis janvier nous vivons un mouvement social inédit et historique pour refuser la contre-réforme des retraites.

Le rejet d'une importante majorité de la population, l'unité syndicale, la grande fragilité du processus parlementaire, la multiplication des points de rendez-vous interprofessionnels et intersyndicaux sont autant d'éléments qui doivent nous permettre de gagner.

Face au mépris et à la violence, seules réponses du gouvernement, augmentons le rapport de force avant l'avis émis par le Conseil Constitutionnel le vendredi 14 avril.

Soyons de plus en plus nombreuses et nombreux pour gagner !

Ni trêve, ni suspension, ni médiation, le retrait et rien d'autre !!!

Nos organisations, en cohérence avec l'unité syndicale qui s'exprime à la DGFIP, dans tous les secteurs et au plus haut niveau avec les rendez-vous de l'intersyndicale interprofessionnelle, invitent tous et toutes les agent·e·s de la DRFiP 31 à s'inscrire dans la mobilisation des prochains jours.

L'intersyndicale appelle les collègues à :

- Participer aux actions interprofessionnelles relayées par les unions départementales en lien avec les secteurs mobilisés : soyez attentifs aux rdv des prochains jours.
- Être massivement dans l'action, par la grève et la manifestation, lors de la journée du jeudi 13 avril et le vendredi 14 avril :

A Toulouse : rdv jeudi 13/04 à 10h, St Cyprien et Vendredi 14/04 à 15h, St Cyprien.

A Muret : rdv jeudi 13/04 à 15h, allées Niel et Vendredi 14/04 à 18h, allées Niel.

A St Gaudens : rdv jeudi 13/04 à 15h, Jean Jaures et vendredi 14 à 17h, sous-préfecture

Déclaration de l'intersyndicale nationale interprofessionnelle :

Toujours nombreuses et nombreux, déterminé.e.s à gagner le retrait

L'intersyndicale, porteuse de revendications claires : pas de recul de l'âge de départ, pas d'allongement de la durée de cotisations, a été reçue hier par la Première ministre. La demande réitérée de retrait de la réforme s'est heurtée à un refus net de l'exécutif.

Pour l'intersyndicale, il s'agit là d'un déni et d'un mépris total du rejet massif porté par toutes nos organisations, par les travailleurs et travailleuses et par l'opinion publique. Pourtant, cette opposition largement majoritaire s'exprime dans le pays, depuis le 19 janvier, avec déjà 11 puissantes mobilisations à l'appel de toutes les organisations syndicales et de jeunesse, mais aussi au travers des actions et des grèves.

Aujourd'hui encore, ce sont près de 2 millions de travailleurs et travailleuses, jeunes et retraité.e.s. qui se sont mobilisés dans le calme et la détermination pour dénoncer cette réforme injustifiée, les régimes de retraite n'étant pas « au bord de la faillite » comme le prétend le gouvernement.

Le contexte est inédit. Dans ce climat de fortes tensions que l'on peut qualifier de grave crise démocratique et sociale, l'exécutif s'arc-boute et porte seul la responsabilité d'une situation explosive dans l'ensemble du pays.

Cette réforme est perçue, à juste titre, comme brutale et injuste par les travailleurs et travailleuses et la jeunesse qui ont tous et toutes bien compris qu'ils et elles devront travailler plus longtemps sans que jamais le patronat, ni les employeurs publics ne soient mis à contribution.

L'intersyndicale a soumis au Conseil constitutionnel, qui rendra sa décision le 14 avril, des argumentaires considérant que cette loi devrait être déclarée contraire à la Constitution.

L'intersyndicale appelle à une journée de mobilisations et de grève le 13 avril et soutient toutes les actions et initiatives intersyndicales de mobilisations, y compris le 14 avril, pour gagner le retrait de cette réforme.

Toutes et tous en grève, en manifestation et dans les actions !